

POLITIQUE/PRESIDENTIELLE 2015

Fabre affronte son jeune frère Faure le 15 avril prochain



P.3



Faure Gnassingbé, candidat de UNIR

Jean-Pierre Fabre, candidat du CAP2015

ECONOMIE :

**Baisse de 0,4% des recettes totales
et dons et progression de
0,8% des dépenses totales
et prêts nets durant les
9 premiers mois de 2014**

P.6



Le ministre Ayassor de l'Economie

ENTRETIEN AVEC GILBERT BAWARA,
MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE :

"...Le Togo doit sans doute être l'unique sinon l'un des très rares pays de l'UEMOA et de la CEDEAO à assurer le financement public des campagnes électorales."



Gilbert Bawara, ministre de l'Administration territoriale

DÉVELOPPEMENT/
SECTEUR INFORMEL :



La DOSI sensibilise les commerçants des marchés de Lomé

MOBILISATION DE LA JEUNESSE POUR LES OMD ET L'AGENDA POST 2015 :
Le ROJALNU-Airique a signé un accord de siège avec le Gouvernement burkinabè

P.4



La table d'honneur lors de l'officialisation de l'Accord de siège.

EmploiTogo.com

Des annonces, des offres d'emploi, une banque de Cvs, des formations.
Journalemploi.com Tel 22 20 05 53

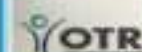
Météo

Mardi 03 Mars 2015
Matin:
Ciel peu nuageux
25°C
Après-midi:
Ciel peu nuageux
33°C

Pour tout renseignement, information ou conseil

contacter le centre d'appel au N° VERT

8201



FEDERATION POUR L'AVANCEMENT



LOI N° 2012 - 001
PORTANT CODE DES INVESTISSEMENTS
EN REPUBLIQUE TOGOLAISE EST
MAINTENANT **DISPONIBLE**



MINISTRE DU COMMERCE ET DE
LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE

EDITO
Finies les blagues !

Le 15 avril 2015, les Togolais sont appelés aux urnes pour élire leur nouveau président de la République.

Si les politiques ont passé un temps fou pour amuser la galerie, à travers des marches et des sorties médiatiques, des invectives et des diffamations de l'adversaire politique et même du partenaire de lutte, il est grand temps maintenant qu'ils démontrent aux populations togolaises qu'elles peuvent compter avec eux.

Le temps n'est plus aux marches mais plutôt à des présentations de projet de société où le commun des mortels se retrouvera pleinement défini et pris en compte.

Le citoyen lambda ne demande pas la lune aux politiciens. Juste le minimum pour les rassurer et leur dire qu'ils ne sont pas seulement bons pour aller mettre l'urne dans les urnes contre des promesses à dormir debout.

Les populations toutes confondues ne demandent que le minimum vital : arriver sans trop de sueur à trouver les trois repas quotidiens. Les populations ne veulent que vaquer librement à leurs occupations, en toute sécurité et dans un climat apaisé, propice aux affaires.

Les populations ne veulent que les moyens pour subvenir à leurs besoins, se faire soigner lorsqu'ils sont malades et surtout arriver à se payer les produits pharmaceutiques. Les Togolais ne veulent pas des promesses irréalisables, des actions trompe-l'œil. Elles veulent du concret.

Les Togolais aspirent à se déplacer aussi bien dans la capitale qu'à l'intérieur du pays sur des infrastructures routières acceptables. Les Togolais veulent des emplois décents, qui valorisent la personne humaine. Ils ne rêvent que d'un meilleur bien être.

Les Togolais sont fatigués des aventuriers politiques. Des professionnels de la politique, ils en ont marre. Ils sont fatigués des vendeurs d'illusions et des affabulateurs.

Finies les blagues, du sérieux maintenant !!!

Crédo TETTEH

Libre opinion :

La malédiction des oppositions africaines

ON A beau tourné et retourné la question, cent fois, mille fois, il n'y a aucune réponse rationnelle qui résiste à une analyse rigoureuse... Il y a une malédiction sur les leaders des oppositions politiques de certains pays africains, tels que le Togo, le Burkina Faso, les deux Congo, le Burundi, le Rwanda, le Niger, et le Tchad, pour ne citer que ceux-là...

Ces pays sus cités sont des pays où le sang a été versé : Sylvanus Olympio, Thomas Sankara, Patrice Lumumba, Marien Ngouabi, Juvenal Habyarimana, Melchior Ndadaye, Ibrahim Mainassara et François Tombalbaye sont des chefs d'Etat qui ont été assassinés, sans autre forme de procès, par leurs compatriotes...

Prenons tout d'abord le Tchad

L'armée tchadienne est en train de se battre avec courage et détermination, contre Boko Haram, à la frontière avec le Nigéria, et soutient le Cameroun contre la secte islamiste, en lui infligeant des pertes significatives. Malgré ses pertes légères en hommes, le Tchad paie un très lourd tribut financier et en matériel, et le chef suprême des armées, le Président Idris Deby, fait l'admiration du monde entier, dans son combat contre la secte obscurantiste.

De passage dans les trois pays à la pointe de la lutte anti-Boko Haram (Tchad, Cameroun, Niger), Laurent Fabius, le ministre français des Affaires étrangères, a apporté le soutien militaire (sous forme de renseignements, d'images satellite, etc.) à ces pays et a laissé entendre qu'il allait s'investir pour que le FMI débloque un prêt avantageux au Tchad, le seul pays qui a déployé un contingent de plus de 2000 hommes, 60 chars et autres véhicules blindés hors de son territoire, notamment vers le Cameroun.

Aussitôt, un énergumène d'opposant à son régime s'insurge contre cette promesse d'aide, sous le prétexte, qu'elle servira à conforter le régime d'Idris Deby et pour le maintenir au pouvoir à la fin de son mandat en ...2016! La localité de Dikwo, au Nigeria, qui est investie par Boko Haram, n'est qu'à 40 km à vol d'oiseau de Ndjaména, la capitale tchadienne, et cet opposant frelaté ne se focalise pas sur l'offensive islamiste, et les pertes en vies humaines des tchadiens, mais, il n'a d'yeux que pour le fauteuil présidentiel ! Il n'a certainement pas suivi comment toute la classe poli-

tique française a fait bloc derrière François Hollande, quand la France était récemment attaquée par des djihadistes ! Cette opposition, comme toutes celles que nous allons voir, est incapable de se choisir un des leurs, pour affronter Idris Deby, et n'est même pas fichue de faire de la vraie opposition...

Prenons ensuite le Niger

Lorsque le Président Mahamadou ISSIFOU et ses alliés ont décidé de faire une marche républicaine contre Boko Haram, après les incursions de la secte islamiste sur leur territoire, notamment à Diffa, où il y a eu plusieurs morts, l'opposition nigérienne a jugé que cette marche était " inopportune " ! Plus de trente mille nigériens sont descendus dans les rues de Niamey tout de même, pour crier leur ras-le-bol contre Boko Haram, et soutenir l'armée nigérienne pour sa bravoure dans le combat contre la nébuleuse. Une quête a même été organisée, pour venir en aide aux militaires engagés au front ! Mais, on n'a vu l'opposition nigérienne nulle part pour une mobilisation contre l'ennemi commun ! Elle s'est plutôt illustrée dans le trafic des bébés volés, et son chef de file, Hama Ahmadou, a fui et se réfugie en France, alors qu'on lui demandait tout simplement de faire un test ADN, pour confirmer ou infirmer la paternité des enfants dont il se réclame géniteur. La malhonnêteté extrême lui a fait dire qu'on lui fait un procès politique, parce qu'il veut être candidat à la prochaine présidentielle dans son pays ! Depuis Paris, il ne dit mot du malheur qui s'abat sur son pays, et les autres opposants ne font pas mieux ! Pour eux, ce qui est important, c'est le fauteuil présidentiel, que Boko Haram égorge les nigériens ou pas, qu'une bombe tombe sur une mosquée, en pleine prière (avec 40 morts) ou pas ! Pauvre Afrique !

Prenons maintenant le Burkina Faso

Je suis triste pour mes amis burkinabés. Au lieu de trouver un leader parmi eux pour déboulonner Blaise Compaoré, ils ont choisi de faire l'inverse ! Ils ont déboulonné le Président, mais celui-ci leur a laissé, " une épine plantée aux pieds ", comme l'a reconnu le Président transitoire, Michel Kafando : le Régiment de la Sécurité Présidentielle (RSP).

Ce corps d'élite fait actuellement l'objet de médisance, d'agressions verbales, de demandes et velléité de dissolution... Mais depuis quand,



Dr David IHOU

en Afrique, des civils arrivent à dissoudre un corps d'élite d'une armée, surtout que des caciques de ce corps, comme le général DIENDE-RE, sont toujours à la manœuvre ?

Le 29 et 30 octobre 2014, une marée humaine envahit les rues de Ouagadougou...peut-être un million, s'il faut compter les autres villes. Si le peuple était si remonté contre Blaise Compaoré, pourquoi ne pas le dégager par les urnes, en choisissant un seul leader de l'opposition, pour le battre à plate couture? Ils n'avaient pas besoin de perdre une cinquantaine de jeunes burkinabés, de brûler leur Parlement, des commerces, et de mettre 8000 travailleurs au chômage ! Maintenant, commence un combat de gladiateurs, un combat à mort, entre les opposants, avec cette épée de Damoclès au-dessus de leur tête, épée qui a pour nom, le RSP... Le coup d'Etat est le tō préféré des burkinabés, et cela ne m'étonnerait pas qu'ils en mangent encore, ou qu'ils ne boivent le tchakpalo qu'ils ont toujours bu !

Prenons le Burundi et le Rwanda

A la libération du journaliste Bob RUGURIKA, nous avons vu une foule estimée à un million de burundais, dans les rues de Bujumbura ! Si la grogne contre Pierre Nkurunziza, le Président burundais, est si forte, nul doute qu'il sera balayé à la prochaine élection présidentielle, qu'il se présente en bravant les deux mandats constitutionnels limitatifs ou non ! Mais nos amis burundais n'ont d'yeux que pour le chiffre 2, aucun des opposants n'a encore présenté un plan de bataille de conquête du pouvoir, et un programme correct de gestion du pays ! Ce pays ayant connu des massacres interethniques à répétition, les burundais attendent un homme ou une femme crédible, qui leur parle le langage de la vérité et qui leur dit que l'ethnie est une coquille vide et que ce dont tous les hommes dignes de ce nom aspirent aujourd'hui à travers le monde, c'est le développement de leur pays, pour que le nègre sorte de la pauvreté, de l'idiotie identitaire, et de la violence gratuite !

S'ils pouvaient aller demander aux Allemands et aux Anglais pourquoi le mandat de l'Exécutif n'est pas limité chez eux, ceux-ci leur diront que c'est le cadet de leur souci, et que si quelqu'un est très bon et travailleur, pourquoi lui limiter le mandat ? Et que, c'est pour cette raison que les Allemands ou les Anglais sont loin devant les français par exemple, chaque peuple choisit le modèle politique qui lui convient le mieux...

Pour le Rwanda, Paul Kagamé n'a pas le visage souriant d'un Président qui peut s'accommoder d'une opposition, qu'elle soit bienveillante ou non ! Il est arrivé au pouvoir, après l'assassinat de Juvenal Habyarimana, dont l'avion fut abattu par un missile, en 1994. Un million de Tutsi furent massacrés par les Hutu, puis ce sont un million de Hutu qui furent après, massacrés, 500.000 par les Tutsi, et 500.000 par les serpents, la malaria, la famine, après qu'ils aient trouvé refuge dans la brousse et les forêts congolaises!...

Prenons la République démocratique du Congo (RDC) et le Congo-Brazzaville

On dirait que la RDC est un pays trop grand à gérer pour les Nègres ! Ils iront aux élections locales, législatives, et présidentielles, sans connaître le nombre d'électeurs !

Scandale géologique, pays riche parmi les riches, la malédiction plane sur ce pays, depuis l'assassinat de Patrice Lumumba. Les 32 ans de règne du maréchal MOBUTU n'ont pas arrangé les choses. Puis, c'est Kabila père, qui prit la suite de Mobutu, et aujourd'hui, c'est Kabila -fils, dont le mandat s'achève l'année prochaine ! De quoi donner la maladie de la vache folle aux congolais ! Incapables de contrôler l'intégrité de leur pays, on assiste là-bas à une foire nauséabonde. Prompts à appeler les kinois à descendre dans la rue pour un Oui ou un Non (la dernière sortie a fait 62 morts), les opposants ne proposent aucun programme de gouvernement crédible, la surenchère est au remplacement de Kabila. Le plus fantasmagorique est le leader de l'UDPS, Etienne TSISEKEDI, qui se dit Président élu de la dernière présidentielle, et qui, de Bruxelles où on lui change les couches 6 fois par jour, il ne veut pas lâcher prise, même de la direction de son parti ! C'est lui qui avait demandé si quelqu'un pouvait lui ramener, à ses pieds, le Président

Suite à la page 7

LE MÉDIUM
Hebdomadaire d'Informations #
Maison de la Presse, Casier N° 78

Récapissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 22 37 86 99
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78

Directeur de la Publication :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Directeur de la Rédaction :
ALI SAMBA

Rédaction :
Jacques Komi SOLETE
Crédo TETTEH
Ekoué SATCHIVI
Dodo ABALO
Dezzy HUTCHNER
B. Oguki ATAKPA
Ali SAMBA
Koudjoukabalou
René Beaugars

Infographie : JPB
Impression : ST Louis,
Doullassamé-LOME Tél : 22 22 10 45
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution: Dodo Abalo (90 97 52 56)

Réclamez tous les mardis
votre hebdomadaire
"Le Médium"
dans les kiosques et chez
vos marchands de journaux.
Prochaine parution
le mardi 10 Mars 2015

SOGESTI GROUPE

Emplois & Formations
www.emploiogo.com

Hôtels-Restaurants-Agences de voyage
www.togotourisme.com

Entreprises-Partenariat
www.togotourisme.com

Location & Vente
www.togoimmobilier.com

Hébergement Linux & Windows
www.rapidehosting.com

Web Design & IT Experts
www.institutwebmaster.com

Archivage-Ged-Intranet-Formations
www.sogesti.net

Tel: 22 20 05 53
info@sogesti.net

TOGO EXPRESS

Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure
(Tous travaux d'impression)
Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)
A coté du commissariat du 5ème arrondissement
BP : 5022 Lomé Togo
Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11
Fax : +228 22 26 06 02
Cel : +228 90 15 98 06/98 10 33 08
Email : togoexpress07@yahoo.fr

POLITIQUE /ELECTION PRESIDENTIELLE DE 2015 :

Le Match entre Faure et Fabre aura bel et bien lieu

LA COMMISSION Électorale Nationale Indépendante a enregistré cinq dossiers de candidatures pour la présidentielle du 15 avril. Ils ont pour noms :

- M. Jean-Pierre FABRE du CAP 2015 (ANC, CDDPA, PSR, Santé du Peuple, UDS-Togo) ;
- M. Faure Essozimna GNASSINGBE de UNIR ;
- M. Tchabouré GOGUE de ADDI ;
- M. Komandega TAAMA du NET ;
- M. Mouhamed TCHASSONA TRAORE du MCD.

Les dossiers reçus seront transmis au Ministre chargé de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales, pour les vérifications administratives. Ces dossiers seront ensuite renvoyés à la CENI qui les transmettra à la Cour Constitutionnelle. Cette dernière, après les avoir examinés, publiera la liste définitive des candidats retenus, au plus tard 25 jours avant le scrutin.

Je rêve, donc je suis

Jean-Pierre Fabre, candidat du Combat pour l'Alternance Politique (CAP 2015) à la présidentielle du 15 avril, a affirmé et réaffirmé ce dimanche sur une radio privée, qu'il battra le chef de l'Etat sortant Faure Gnassingbé dans les urnes.

"Je vous le dis. Je battra le chef de l'Etat. Il sera battu", a affirmé sans ambages M. Fabre lors d'une émission sur la radio Nana Fm.

"C'est pour cela que j'appelle les populations à ne pas se laisser décourager par les divergences au sein de l'opposition. Nous devons nous battre pour que le taux de participation soit le plus élevé possible. Il ne faut pas que des gens écoutent les appels au



Jean-Pierre Fabre

boycott", a-t-il souligné.

Selon M. Fabre, le régime "n'est pas assez trop fort", mais c'est plutôt "l'opposition qui lui donne la possibilité de retomber sur ses pieds tout le temps".

"Ce n'est pas le pouvoir qui est fort. C'est l'opposition par ses incohérences, ses mensonges, etc. qui donne au pouvoir, la possibilité de retomber sur ses pieds tout le temps", a poursuivi le chef de file de l'opposition.

Les piques aux boycotteurs

"Certains ont décidé de ne pas prendre part aux élections. C'est leur choix. Mais, ce que je leur demande aujourd'hui, c'est qu'ils ne lancent pas des appels au boycott, qu'ils n'insultent pas les autres sur les radios et



Me Apévon Dodzi

qu'ils ne sèment pas la confusion dans l'esprit des citoyens" souligne

Jean Pierre Fabre.

Il estime que quand on fait la politique, il faut beaucoup travailler. La politique ne se fait pas à travers des invectives sur les radios. " Il faut beaucoup travailler, sensibiliser et expliquer inlassablement la situation à l'opinion", a-t-il indiqué.

"Il ne m'est jamais arrivé d'abandonner le combat. Rien de grand, rien de beau n'est facile à obtenir. Il faut travailler sans relâche. Il ne faudrait pas que par nos attitudes, nous décourageons le citoyen ordinaire", a-t-il conclu.

Le "Gweta" d'Alberto Olympio

Dans un mail envoyé à notre rédaction, le directeur de Cabinet de Monsieur Alberto Olympio, Président du Parti des Togolais a tenu à donner les raisons les ayant obligés à ne pas faire acte de candidature pour la Présidentielle du 15 avril prochain. Pour Alberto Olympio qui refuse de s'associer à une farce électorale, selon le mail de son directeur de Cabinet, " le régime togolais s'est engagé dans un coup de force en cours d'exécution "

" La date d'élection proposée par la CENI a été ignorée par le gouvernement qui décide sa propre date " a poursuivi Monsieur Nathanaël Olympio qui se demande si la CENI est-elle indépendante comme l'indique sa dénomination ?

L'on se rappelle que le Président du Parti des Togolais, Alberto Olympio a été investi pompeusement par son parti au cours d'un congrès à Lomé. Aujourd'hui, le Parti estime que " le gouvernement convoque un corps électoral qui n'est pas encore constitué, en violation de la Constitution " et "contrairement à ce que le Code Electoral indique, la CENI refuse aux partis politiques le droit d'accès au Fichier Electoral à



Alberto Olympio

des fins de contrôle "

Le Parti de Monsieur Alberto Olympio est également revenu sur le remplacement des 5 anciens membres du parti UNIR à la CENI car argue-t-il, "on démissionne de la CENI les 5 membres du parti au pouvoir pour 'Manquements Graves' dont personne ne connaît les faits "

Entre autres raisons évoquées et justifiant leur retrait de la course, de l'avis du directeur de Cabinet de Monsieur Alberto Olympio les réformes constitutionnelles et institutionnelles : " les réformes constitutionnelles et institutionnelles ne sont pas faites, contrairement aux accords de l'APG signés en 2006 et les recommandations de la CVJR de 2012 ", a affirmé Nathanaël Olympio qui regrette que " l'élection présidentielle demeure à un tour " et que " le mandant présidentiel est illimité, ce qui permet à Monsieur Gnassingbé de postuler encore pour un troisième mandat "

Pour le Parti des Togolais, " aller à l'élection dans ces conditions, c'est exposer les Togolais à des risques majeurs de violence post-électorales "

Le directeur de Cabinet de Monsieur Alberto Olympio a également déploré le fait que " la diaspora n'a toujours pas de droit de vote "

Credo Tetteh avec Savoires News

Zozo

TOGO : FIN DU DÉPÔT DES CANDIDATURES POUR LA PRÉSIDENTIELLE D'AVRIL



Au Togo, cinq candidats ont déposé leur dossier en vue de briguer la magistrature suprême du pays. Ils avaient jusqu'à hier dimanche soir pour déposer leur candidature à la Commission électorale nationale indépendante (CENI) pour l'élection présidentielle prévue le 15 avril 2015.

Il était tout juste minuit lorsque Taffa Tabiou, entouré des autres membres de la CENI et accompagné d'un huissier, constate qu'il n'y a personne à l'entrée et ordonne la fermeture de la grille. Il rend alors publique la liste des personnes ayant déposé leur dossier de candidature pour la prochaine présidentielle.

Ils sont cinq à s'être lancés dans la course : Jean-Pierre Fabre du Combat pour l'alternance en 2015, Faure Gnassingbé de L'Union pour la République et actuel président, Aimé Tchabouré Gogué de l'Alliance pour la démocratie et le développement intégral, Taama Komandéga du Nouvel engagement togolais et Mohamed Tchassona-Traoré du Mouvement citoyen pour la démocratie et le développement.

Depuis hier, les dossiers sont envoyés au ministère de l'Administration et des collectivités locales pour les vérifications administratives puis retournés à la Commission électorale nationale indépendante. La CENI transmettra alors les résultats de ces vérifications à la Cour constitutionnelle qui, après examen, doit publier la liste des candidats retenus au minimum 25 jours avant le scrutin.

LES 15 RAISONS D'UNE ÉVENTUELLE VICTOIRE DE FAURE GNASSINGBÉ EN 2015

- Malgré les annonces, les réformes surtout constitutionnelles ne sont pas encore au rendez-vous. Et pendant que Faure Gnassingbé et le parti UNIR multiplient les chances pour la Présidentielle de 2015, que fait l'opposition ? Quelles sont les 15 faiblesses de l'opposition face aux enjeux électoraux de 2015 ?
- 1- La problématique de la candidature unique de l'opposition
 - 2- Le problème de leadership dans l'opposition
 - 3- L'égoïsme, la non considération des autres
 - 4- Manque d'union, de solidarité entre les partis
 - 5- Les attaques des uns contre les autres
 - 6- Manque de moyens financiers et de volonté de financer l'opposition
 - 7- L'illusion et la réalité des fraudes
 - 8- Manque de motivation pour battre la campagne
 - 9- La non couverture de tout le territoire par certains partis
 - 10- Les militants de l'opposition sans carte d'électeur et non inscrits puisque boycott au début du processus
 - 11- Une communication non organisée et sans moyens même pas sur le plan national. Le plan international est ignoré par beaucoup de leaders
 - 12- La guerre des chapelles : c'est moi ou rien
 - 13- Une campagne qui ne couvre pas tous les coins du pays
 - 14- La démotivation des citoyens, on a plus tellement confiance : ils les attendent
 - 15- Les promesses non tenues par l'opposition notamment celle de l'alternance Mais est-ce qu'il faut rejeter tout sur l'opposition, la question reste posée.

POLITIQUE/PRESIDENTIELLE 2015

Fabre affronte son jeune frère Faure le 15 avril prochain

Décidément, la politique a ce vilain plaisir et loisir de tout éloigner, de tout réfuter même les plus vieilles relations entre parents et fils. L'histoire que nous allons vivre une fois encore le 15 avril prochain, n'est pas de toute joie, de toute gaieté. Jean-Pierre Fabre, le leader de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) est candidat pour affronter l'actuel occupant du Palais de la Marina, Faure Gnassingbé.

Si l'un est plus âgé que l'autre, il le faut le souligner aussi, l'un est président de la République et l'autre président d'un parti politique. Tous deux sont présidents à des degrés différents mais Faure a une mission, une responsabilité, bref un cahier de charges. C'est maintenant que l'autre, Fabre, tente en vain d'avoir les charges de la République. Tout compte fait, Jean-Pierre Fabre est dans cette posture de rêve d'accéder le 15 avril 2015 à la tête de notre cher pays le Togo.

Si c'est permis de rêver, de nourrir des ambitions en politique, il est également conseillé d'avoir la tête sur les épaules et de reconnaître ses limites d'action.

Il s'agit ici de ne pas se leurrer et



Faure Gnassingbé

de berner à longueur de journée ses militants qui pour la plupart font ce qu'on leur demande de faire sans pour autant comprendre réellement ce pourquoi on leur dit d'agir, de réagir, d'interagir. Ils s'exécutent tout simplement.

L'histoire de Fabre et Faure aux urnes ne date pas d'aujourd'hui, de 2015 j'allais dire. Jean Pierre Fabre a depuis une décennie nourri le désir de prendre la place de son jeune frère Faure. N'a-t-il pas marché dans les rues de Lomé et dans les sables de la Plage pendant 4 ans revendiquant le fauteuil présidentiel de Faure ? Marcheur infatigable, Jean-Pierre Fabre, selon les derniers sondages de l'agence " I and I ", devra redoubler d'ardeur au lendemain du 15 avril



Fabre Jean-Pierre

prochain pour ressusciter ses éternelles et inutiles marches de revendication de victoire. Car, selon les sondages Faure Gnassingbé remplira facilement lors du scrutin prochain.

Et comme on le connaît depuis longtemps, à l'issue du vote Fabre n'aura d'autre recours que d'inventer de nouvelles formules de marches, peut-être au niveau des points de départ et de chute, pour se présenter autrement à ses militants. Une chose est sûre, Jean-Pierre Fabre n'aura plus avec lui ses compagnons de lutte politique d'hier que sont les leaders du CAR, de l'ADDI, du NET, du MRC, du MCD etc ; parce que les ayant joué, floué, baisé déjà et avant le scrutin même.

Jean-Pierre Fabre, l'homme pour

qui les réclamations concernant les réformes constitutionnelles et institutionnelles peuvent attendre la saison d'une présidentielle, n'aura plus grande chose à offrir ne serait-ce qu'à ses militants. Il sortira de cette présidentielle plus que déplumé et avec lui, toutes les conséquences de sa trahison, de la trahison de ses pairs de l'opposition. Et surtout, Fabre trainera avec plus d'angoisse et de malédictions, le " parricide " commis sur son père politique Gilchrist Olympio.

Pour la petite histoire, selon les langues qui se délient chaque jour que le Bon Dieu fait, Jean-Pierre Fabre serait le grand frère de Faure Gnassingbé. Pas uniquement en terme d'âge à l'Etat civil mais surtout en considération des excellentes relations ayant existées entre la maman de l'un et le papa de l'autre.

Très bons amis, la maman et le papa ont des enfants qui s'appellent Fabre et Faure. Maman et Papa se protégeaient. Mais comble de malheur et à cause de la fâcheuse politique, Fabre et Faure ne s'entendent sur rien car le fauteuil présidentiel laissé par le papa à sa mort les divise. L'un l'a gagné à travers les urnes, et l'autre tente de le lui ravir à travers les mêmes urnes.

Crédo TETTEH

ZOZO

**LES ÉCHOS DE
OUAGA**

Aujourd'hui, c'est un autre Grand Jour pour le Burkina Faso, pays des Hommes Intègres, terre de grande civilisation et d'intégration, qui donne ici et maintenant un signal très fort à tous les États africains et du monde, à tous les partenaires au développement avec ce seul message : LES JEUNES PEUVENT ; THE YOUTH CAN, YES THE YOUTH CAN...

**WADE AVAIT VU
JUSTE !!!**

Le ROJALNU est un exemple vivant de l'engagement volontaire, du civisme, du sacrifice et du patriotisme de la jeunesse africaine. Nous nous souvenons encore du message fort adressé par l'ancien Président du Sénégal, Me Abdoulaye WADE à l'endroit des jeunes présents à Dakar, je cite : " Je préfère la disponibilité de la jeunesse africaine qu'aux milliards de l'étranger... J'espère que le Sommet de Dakar fera date dans l'histoire de la jeunesse africaine, non pas à cause des commodités à vous accordées par mes soins pendant votre séjour mais par votre engagement à donner un sens à ce que vous venez de poser comme acte. ". Fin de citation.

**IBK DU MALI A CRU
EN ROJALNU**

Il y a UN (01) An, une délégation du ROJALNU-Afrique conduite par son Secrétaire Exécutif, Monsieur Dakiri SAWADOGO, était reçue en audience par le Président de la République du Mali, SEM Ibrahim Boubacar KEITA. L'ayant informé de sa désignation comme Porte-Parole des Jeunes leaders, le Président KEITA en acceptant spontanément cet honneur, dit ceci : " Si les OMD n'étaient pas là, il fallait les créer car aujourd'hui, ils ont permis de réduire l'injustice sociale, la pauvreté et d'améliorer notre cadre de vie ". Fin de citation.

**UN VIBRANT APPEL
DE LA JEUNESSE**

Aujourd'hui, au moment où la plupart des États Africains mettent dans leurs discours que la jeunesse constitue une priorité, au même moment et malheureusement, ils leur consacrent moins d'un 1% du budget national. C'est pourquoi, du haut de cette tribune, le ROJALNU lance un vibrant appel pour que la jeunesse soit réellement, politiquement et stratégiquement la priorité des priorités non seulement pour les États mais aussi pour les partenaires au développement.

MOBILISATION DE LA JEUNESSE POUR LES OMD ET L'AGENDA POST 2015 :

Le ROJALNU-Afrique a signé un accord de siège avec le Gouvernement burkinabè

21 ARTICLES en 5 titres, tel est le tableau de l'Accord de siège signé le 16 février 2015 entre le Réseau des Organisations des jeunes leaders africains des Nations Unies pour l'atteinte des OMD (ROJALNU-OMD) et le Gouvernement du Burkina Faso.

La signature de cet Accord de siège historique est l'aboutissement du dynamisme et des actions des jeunes leaders africains des Nations Unies pour l'atteinte des OMD depuis le premier Sommet panafricain de 2004 à Dakar sous l'égide du Système des Nations Unies à travers le PNUD New York.

Pour la petite histoire, les jeunes leaders, sélectionnés pour leur engagement dans tous les pays et réunis par l'actuel Président d'Honneur du mouvement le Sénégalais Djibril DIALLO, se sont donnés corps et âme pour sensibiliser leurs pairs et l'ensemble de leurs communautés



La table d'honneur lors de l'officialisation de l'Accord de siège.

l'infatigable Djibril DIALLO.

L'existence aujourd'hui du ROJALNU-Afrique est à mettre à l'actif de sa branche ouest-africaine qui n'a ménagé aucun effort pour tenir la lampe allumée en 2004 à Dakar. De ses différentes actions, le ROJALNU-Afrique de l'Ouest a su fédérer les esprits pour aboutir au ROJALNU-Afrique. Une résultante

Nations Unies au Burkina Faso dont le Coordonnateur pays Pascal KARORERO, du Ministre burkinabè de la Jeunesse Dr Salifou DEMBELE et des hauts cadres du Ministère délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale, chargé de la Coopération Régionale avec à sa tête Son Excellence Moussa B. NEBIE.

Pour le Gouvernement du Burkina Faso, la signature de cet Accord de siège avec le ROJALNU-Afrique n'est que le résultat du rôle important joué par le ROJALNU et de la nécessité de mobiliser les jeunes en vue d'accompagner les efforts des États dans l'atteinte des OMD d'ici fin 2015 par le lobbying, le plaidoyer, la mobilisation des ressources et par des projets.

Organisation non gouvernementale de jeunes œuvrant sous l'égide des Nations Unies, le ROJALNU-Afrique a depuis le 16 février 2015 une personnalité juridique auprès de l'Etat du Burkina Faso, qui s'engage ainsi à lui accorder des facilités et

menées par le ROJALNU-Burkina d'une part et le ROJALNU-Afrique, Dr Salifou DEMBELE n'a pas hésité une seule minute à accompagner la dynamique en vue de la concrétisation de cet Accord de siège historique, qui donne un siège physique au ROJALNU avec la promesse d'accompagnement matériel, technique et financier sur une première période de 3 ans.

Dr Salifou DEMBELE est aujourd'hui le Ministre de la Jeunesse le plus comblé car ayant concrétisé ce vœu très cher à la jeunesse africaine. Il en devient ainsi le plus jeune et engagé à fond.

Pascal KARORERO, le Coordonnateur du Système des Nations Unies au Burkina Faso

" ... Je souhaite que le ROJALNU voit son dynamisme et son efficacité renforcés avec les facilités qui lui sont offertes par le Burkina Faso dont la capitale Ouagadougou devient le centre de rayonnement de la jeunesse africaine... ". C'est par ce souhait plein de sagesse que Monsieur Pascal KARORERO, le Coordonnateur du Système des Nations Unies au Burkina Faso et Représentant Résident du PNUD a requinqué toute l'équipe du ROJALNU-Afrique au cours de la cérémonie d'officialisation de l'Accord de siège, le lundi 23 février à Ouagadougou.

Pour ce jeune engagé aux côtés du ROJALNU-Afrique et surtout du ROJALNU-Burkina, par ses soutiens multiformes et sa foi en cette jeunesse africaine vivante qu'est le ROJALNU, Pascal KORORERO, à quelques mois de l'échéance des



Le secrétaire exécutif du Rojalnu présentant le contenu de l'Accord de siège

sur l'urgence nécessaire d'atteindre les OMD. Après Dakar, ils se sont retrouvés au Maroc, aux Etats Unis pour le 1er sommet mondial, au Burkina-Faso en 2012 pour le 2nd Sommet panafricain, en janvier 2014 à Dakar encore pour le 3ème Sommet panafricain sans oublier le forum de Bamako en 2009.

Conscients de l'enjeu et surtout des engagements pris en 2006 à New York au cours du 1er Sommet mondial des jeunes leaders des Nations Unies, les jeunes leaders se sont évertués à pérenniser les différents acquis. Ils se sont organisés en sous régions en ce qui concerne l'Afrique puis aujourd'hui sont fiers de parler d'une seule et même voix : le ROJALNU-Afrique. Un réseau de jeunes leaders toujours soutenu par

des conclusions du Sommet de Ouagadougou en 2012 où le Réseau pays dirigé par l'autre infatigable Dakiri Sawadogo a pris l'engagement solennel de prendre langue avec les Autorités burkinabè pour la concrétisation de ce vœu pieux à toute la jeunesse africaine : obtenir un Accord de siège.

Depuis le 16 février 2015, c'est chose faite en présence du Comité directeur du ROJALNU-Afrique dont le Secrétariat Exécutif est assuré par le burkinabè Dakiri SAWADOGO et la présidence par le malien Alioune Gueye depuis 7 ans.

Précisons que cet Accord de siège a été signé entre le ROJALNU Afrique et le Gouvernement du Burkina Faso en présence des Hautes Autorités du Système des



L'assistance lors de l'officialisation de l'Accord de siège.

des privilèges pour son fonctionnement et celui de son Secrétariat Exécutif désormais physique à Ouagadougou. Une reconnaissance à juste titre du Burkina Faso qui incite non seulement les jeunes africains à plus d'engagement pour le développement du continent mais surtout les plus Hautes Autorités des ROJALNU Pays pour faciliter leur travail.

Dr Salifou DEMBELE, le plus jeune du ROJALNU

Ministre de la jeunesse du Burkina-Faso, Dr Salifou DEMBELE est également Enseignant-chercheur aux Facultés de droit des Universités du Burkina-Faso. Conscient des efforts et actions

Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) où d'énormes progrès ont été réalisés, "... il reste néanmoins de nombreux défis à relever auxquels s'ajoutent de nouveaux challenges post 2015. Nous voulons donc que le ROJALNU s'inscrive dans la mise en œuvre de l'agenda post 2015 qui est en finalisation".

Rappelons que le ROJALNU est un regroupement des organisations des jeunes leaders africains qui œuvre pour l'atteinte des OMD à travers une synergie d'actions entre les organisations de la Société Civile et les Gouvernements d'Afrique.

**De retour de Ouagadougou,
Crédo TETTEH**



Les jeunes leaders africains posant avec le ministre de la jeunesse du Burkina Faso.

Entretien avec Gilbert Bawara, ministre de l'Administration territoriale :

“...Le Togo doit sans doute être l'unique sinon l'un des très rares pays de l'UEMOA et de la CEDEAO à assurer le financement public des campagnes électorales.”

Le ministre de l'Administration territoriale, Gilbert Bawara a estimé lundi que les contestations de l'opposition au sujet du choix de la date de la présidentielle n'étaient pas fondées.

Dans un entretien accordé au confrère de Republicoftogo.com, M. Bawara souligne que l'élection présidentielle se déroule dans un cadre constitutionnel.

Toutes les conditions sont aujourd'hui remplies pour l'organisation d'un scrutin apaisé, transparent, équitable et crédible, assure le ministre.

L'élection présidentielle aura lieu le 15 avril. Cette date est contestée par certains opposants qui réclament un consensus.

Gilbert Bawara : La tenue de l'élection présidentielle répond à un agenda démocratique et républicain. Depuis le 3 mai 2010, les Togolais de manière générale et les acteurs politiques en particulier savaient qu'en 2015, il y aurait une élection présidentielle. C'est comme un peu partout ailleurs. En France tous les cinq ans et au mois de mai, les Français savent qu'ils doivent aller à l'élection présidentielle, sauf circonstances exceptionnelles ou cas de force majeure.

Je voudrais rappeler que l'article 61 de la Constitution est une disposition traditionnelle dont la finalité est d'éviter qu'aucun candidat, aucun acteur politique ne soit pris au dépourvu et mis devant le fait accompli à travers la fixation subreptice ou malicieuse de la date du scrutin présidentiel. Cette disposition veut que la convocation du corps électoral, c'est-à-dire, l'annonce de la date du scrutin, ait lieu dans un certain intervalle de temps. Cet intervalle n'est pas à confondre avec la date du scrutin lui-même.

Pour prendre sa décision, le gouvernement n'a pas agi de manière insolite et arbitraire selon son bon vouloir. Il y a trois facteurs essentiels qui ont été analysés et pris en compte pour parvenir à la date du 15 avril 2015. Les éléments d'appréciation ont été aussi bien la proposition de date faite par la CÉNI et il s'agit bien d'une proposition ou indication et non d'une décision qui s'imposerait impérativement au gouvernement ; les avis de la Cour constitutionnelle et l'ensemble des délais légaux pertinents, notamment ceux liés au dépôt des candidatures (article 155 du code électoral), à la proclamation des résultats provisoires par la CÉNI, au contentieux de l'élection présidentielle (article 142 du code électoral) et à la proclamation des résultats définitifs de l'élection par la Cour constitutionnelle. En partant naturellement de la fin du mandat du président en exercice, qui est le 3 mai 2015.

C'est l'analyse combinée de ces trois facteurs qui nous a conduits à fixer la date du 15 avril.

Sur ce point précis, l'opposition affirme que le Togo est hors délai constitutionnel en s'appuyant sur un avis donné par la Cour Constitutionnelle en 2009 et qui a conduit à l'élection du 04 mars 2010.

Retourner à 2010 et invoquer l'a-



Le ministre Gilbert Bawara

vis de la Cour constitutionnelle n'est ni nécessaire ni indispensable. Pour tout juriste sérieux et objectif qui analyse les choses sans être mus par des considérations partisans, l'article 61 de la constitution ne souffre d'aucune interprétation et d'aucune ambiguïté. Sa finalité est claire, permettre au peuple et aux acteurs politiques d'être situés à temps sur la date de l'élection présidentielle.

En me référant à l'exemple de la France que j'ai évoqué tantôt et partant du scrutin présidentiel anticipé du 24 avril 2005 suite au décès du président Eyadema, on pourrait dire que les élections présidentielles au Togo doivent intervenir tous les cinq ans et les trois premières semaines du mois d'avril, toute chose égale par ailleurs et sauf circonstances exceptionnelles.

Il y a des pays qui ont des dispositions constitutionnelles ou légales plus précises indiquant les délais dans lesquels l'élection présidentielle doit intervenir avant la fin du mandat du président en exercice. Les délais de convocation du corps électoral ne sont pas à confondre avec les délais et la date auxquels l'élection présidentielle doit avoir lieu. Donc c'est une tentative vaine de créer et entretenir des polémiques et controverses.

Le gouvernement a décidé de débloquer 600 millions de fcfa pour le financement de la campagne électorale. Quelle sera la répartition ?

Il ne s'agit pas d'un geste de magnanimité ou de générosité mais la démonstration concrète de l'attachement du Président Faure Gnassingbé et du gouvernement pour la démocratie, le pluralisme politique et des élections équitables et transparentes.

Ce financement doit favoriser un scrutin libre et équitable et permettre notamment aux candidats de prendre en charge leurs délégués dans les bureaux de vote.

Ainsi chacun des candidats dispose de moyens financiers adéquats pour circuler à travers le pays, mener campagne et avoir un regard direct sur l'ensemble des opérations de vote, notamment le dépouillement, le décompte et la centralisation des résultats. A ce jour, le Togo doit sans doute être l'unique sinon l'un des très rares pays de l'UEMOA et de la CEDEAO à assurer le financement public des campagnes électorales. Ceci constitue un gage supplémentaire et une avancée majeure dans notre quête d'élections libres, démocratiques, équitables et transparentes.

Conformément à la loi relative au financement public des campagnes

électorales et au décret pris en conseil des ministres, 60% des 600 millions de francs CFA seront répartis à égalité entre tous les candidats qui auront été retenus par la cour constitutionnelle avant le démarrage de la campagne électorale et 40% sera repartis après l'élection entre tous les candidats qui auront obtenu au moins 10% des suffrages exprimés, proportionnellement aux suffrages de chacun d'eux.

Une partie de l'opposition réclame l'accès au fichier électoral brut en vue d'un audit avant l'élection présidentielle. Pourquoi le gouvernement et la CÉni s'y opposent ?

Accéder au fichier ne veut pas dire travailler sur le fichier y compris en le modifiant ou en le corrigeant au besoin. Justement pour éviter ce risque d'interventions intempestives et indues dans le fichier électoral, la CÉNI a mis à la disposition des partis politiques qui le souhaitent une copie du fichier électoral. Je rappelle au passage que la CÉNI est une institution inclusive et pluripartite qui a la responsabilité, le contrôle et la supervision du fichier électoral, même si elle s'appuie sur un prestataire de services.

Je voudrais aussi souligner que les votes au Togo sont manuels et non électroniques et ces votes s'effectuent sur la base des listes " physiques ", c'est-à-dire des imprimés. Les décomptes des résultats sont également manuels. L'intérêt des acteurs politiques, des candidats et des citoyens c'est de s'assurer que ces listes sont véridiques, fiables et sincères.

C'est en cela que la composition des bureaux de vote, inclusifs et pluripartites à l'image de la CÉNI et des CELI tout comme le déploiement et la présence des délégués des candidats dans les bureaux de vote grâce au financement public prennent tout leur sens. Ce sont là des mesures concrètes et précises en tant que garanties et gages imparables de transparence, d'équité et de crédibilité.

Au demeurant les acteurs politiques et les citoyens avaient le loisir de signaler toutes erreurs ou irrégularités qu'ils auraient constatées lors des opérations de révision des listes électorales qui étaient systématiquement affichées. Une possibilité supplémentaire sera donnée après la publication des listes provisoires. Taire ces erreurs ou irrégularités ou y inciter est punissable de par la loi. Mieux, la CÉNI ne devrait pas se laisser distraire par des affabulations et des revendications superflues et fantaisistes d'aucun potentiel candidat qui aurait besoin de

prétexte pour masquer sa faiblesse ou justifier sa non-candidature faute d'assise politique.

La CÉNI n'a pas non plus vocation à aider la stratégie de contestation d'un regroupement d'activistes politiques ou de la société civile. En toute hypothèse, il revient à la CÉNI de décider ce qu'elle autorise ou n'autorise pas, dans l'observance stricte de la loi.

Le Togo n'a pas pu faire les réformes souhaitées avant l'élection. Toutes les conditions sont-elles réunies pour une élection transparente, crédible et équitable ?

Bien entendu, organiser de bonnes élections c'est la volonté unanime des Togolais et du gouvernement. Des élections apaisées, transparentes, équitables et crédibles sont un gage de préservation d'un climat de paix et de stabilité indispensable à la poursuite des efforts de modernisation de l'économie nationale et à la consolidation des acquis déjà obtenus en matière de développement économique et social. Mieux, notre pays aspire à la consolidation et à l'enracinement de notre jeune démocratie ; il aspire à l'exemplarité et il se doit de demeurer un pôle de stabilité, d'attraction et de croissance dans une sous-région déjà agitée et en proie aux turbulences.

Sur la base de l'Accord Politique Global (APG), des améliorations et des avancées considérables ont été réalisées en matière d'élections ; les scrutins de 2007, 2010 et 2013 sont là pour en témoigner.

La mise en place d'une CÉNI inclusive composée de manière équitable et équilibrée des représentants de l'opposition et de la majorité parlementaire, des partis politiques extra-parlementaires et de la société civile, l'adoption d'un système d'enrôlement biométrique des électeurs, le financement public des partis politiques et des campagnes électorales, la liberté totale et les mesures de sécurité pour permettre aux acteurs politiques et aux candidats de mener en toute quiétude leurs tournées, activités et campagnes sur le terrain, la présence des observateurs nationaux et internationaux, le dépouillement public et immédiat des urnes, la transparence des procédures de décompte, de centralisation et de transmission des résultats, l'établissement des procès-verbaux des opérations électorales en double exemplaire et l'affichage immédiat des résultats, le déploiement des délégués de la Cour constitutionnelle auprès des Céli ou des bureaux afin d'offrir des garanties supplémentaires en matière de contentieux électoral et de contrôle de régularité des consultations électorales, ce sont là des mesures concrètes et précises pour garantir une élection libre, démocratique, transparente et crédible.

Et face à la prédominance des enjeux de développement économique et social et la nécessité d'améliorer davantage les conditions des Togolais, aucun citoyen n'est prêt à tolérer et accepter quelque dérapage que ce soit susceptible d'entacher le processus électoral.

Source: republicoftogo.com

Actualité 5

Zozo

FAURE LANCE LA RÉVOLUTION RURALE



Le président Faure Gnassingbé a officiellement lancé samedi dernier à Atakpamé le Projet national de promotion de l'entreprenariat rural (PNPER) à l'occasion du 7e Forum national du paysan togolais.

Avec une enveloppe de 19,2 milliards FCFA provenant du FIDA (Fonds international de développement agricole) et du gouvernement, le PNPER a pour objectif de créer des emplois si possibles rémunérateurs et stables pour les jeunes. Une initiative destinée à lutter contre la pauvreté.

Pratiquement, le projet cible les jeunes ruraux sans emploi de toutes les régions du Togo dont l'âge est compris entre 18 et 40 ans. 280.000 jeunes devraient en profiter pour 9.300 emplois directs créés. Les porteurs de projets seront formés et soumettront un business plan à vocation agricole qui sera financé selon des critères de pertinence. Ce nouveau programme adossé au PNIASA (Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire) vise à accroître la production des biens et services grâce au développement des micro entreprises rurales. Un moyen de régler le problème de l'emploi à la base...

UN SIT-IN UN PEU MOUVEMENTÉ CE MATIN AVEC LA PRÉSENCE DE LA POLICE

La situation a été tendue hier matin au ministère de la Fonction publique où les agents de la fonction publique ont observé le sit-in prévu par la Synergie des travailleurs du Togo (STT). La police était prête à utiliser les grenades lacrymogènes contre ces agents qui n'expriment que leur désir de mieux vivre. La police est venue en force au ministère pour disperser les agents en sit-in. Il a fallu que le ministre en personne, Gourdigou Kolani, descende au milieu des agents pour que la situation se calme un peu. Mais les grévistes sont allés jusqu'à terme de leur manifestation. La même situation s'est présentée au CHU Sylvanus Olympio où le personnel soignant a observé le sit-in devant la direction générale. Pendant environ quatre (04) heures, ces agents de santé ont laissé leurs matériels de travail pour protester contre les conditions exécrables dans lesquelles ils travaillent...

LE FNFI ÉLARGIT LE CERCLE DE SES PARTENAIRES



Le Fonds National pour la Finance inclusive (FNFI) vient d'agréer 8 nouveaux établissements de micro-finance. Cette décision répond d'abord à la forte demande rencontrée et par le lancement prochain de deux nouveaux produits financiers, l'un destiné aux agriculteurs et l'autre aux jeunes. Désormais 26 structures sont agréées. Le gouvernement a décidé de porter sa contribution au FNFI de 2 à 12 milliards. La BOAD et le PNUD sont partenaires. L'objectif du Fonds est d'atteindre 2 millions de personnes vulnérables sur la période 2015-2018...

ZOZO

NOUVELLE CONFÉRENCE
DU CDL

Pour sa 2e édition, le Club diplomatique de Lomé (CDL) a reçu vendredi Hervé Assah, le représentant de la Banque mondiale au Togo. L'occasion d'un exposé étoffé sur le développement, la croissance inclusive et la coopération. M. Assah a également évoqué l'avenir de l'Afrique et celui du Togo. De nombreuses personnalités assistaient à la conférence dont les ministres des Affaires étrangères, de la Prospective et de la Réforme de l'administration ainsi que les ambassadeurs accrédités au Togo et les représentants du PNUD et du FMI. Le CDL, créé à l'initiative du chef de la diplomatie togolaise Robert Dussey, est une association apolitique qui ambitionne de devenir le cadre privilégié d'échanges sur les grandes questions mondiales. Un lieu de réflexion, de compétence et de proposition susceptible d'aiguiller la politique étrangère du Togo.

LE PREMIER SINGLE MALT
D'ORIGINE TOGOLAISE

Il y a deux ans, nous avons découvert le parcours original de Benjamin Agboli, seul et unique producteur de whisky togolais installé Ecosse. Benjamin a travaillé une quinzaine d'années pour GlaxoSmithKline, Sugar Exporters et Itochu Europe avant de créer sa compagnie, Willimott House qui produit et distribue la marque Dunadd blended scotch whisky et ses différentes variétés (3, et 12 ans d'âge). La société est implantée à Glasgow pour la production - elle utilise la même usine que le célèbre Chivas - et à Londres pour le marketing et le commercial. Benjamin Agboli vient de lancer son premier single malt désormais vendu en Europe. Ses qualités olfactives et gustatives sont incontestables. En 2015, la société vise plusieurs marchés africains dont l'Angola, le Nigeria et l'Afrique du Sud. Elle est à la recherche d'un importateur ou d'un distributeur au Togo.

ACCIDENT DE CIRCULATION SUR LA ROUTE DE
KPALIMÉ : IVRE, UN
CHAUFFEUR ET SA VOITURE
FINISSENT LEUR COURSE
DANS UN RAVIN

Malgré les multiples efforts des premières autorités du pays pour réduire les accidents sur les routes du Togo, il ne passe pas de semaine où on enregistre soit avec des blessés graves ou même des morts. Ce fut encore le cas ce dimanche 1er mars 2015 sur la route de Kpalimé aux environs de Noépé. Un chauffeur d'une voiture de cinq places roulant à vive à allure et surtout dans un état d'ivresse s'est retrouvé dans un ravin. Même si aucun dégât majeur n'est à déplorer, il faut quand même rappeler qu'aujourd'hui les usagers de la route doivent pour l'intérêt général adopter de bonnes habitudes afin d'éviter ces genres d'accident.

ECONOMIE : Baisse de 0,4% des recettes totales et dons et une progression de 0,8% des dépenses totales et prêts nets durant les 9 premiers mois de 2014

L'EXÉCUTION DES opérations financières de l'Etat au titre des neuf premiers mois de l'année 2014, comparées à celles de la même période en 2013, est caractérisée par : Une baisse de 0,4% des recettes totales et dons ; une progression de 0,8% des dépenses totales et prêts nets ; un accroissement de 14,1% des dépenses d'investissement ; un solde global base caisse de -94,1 milliards de FCFA contre -83,0 milliards de FCFA un an plus tôt.

Recettes de l'Etat et dons Au titre des neuf mois de l'année 2014

Les recettes de l'Etat (dons inclus) ont atteint 346,9 milliards de FCFA, en progression de 0,4% par rapport au neuf premiers mois de 2013. Les recettes fiscales sont en baisse de 0,5% et s'établissent à 303,4 milliards de FCFA. Cette baisse est impulsée par les "impôts sur le commerce extérieur" (-22,1%) et les "impôts sur les revenus et les bénéfices" (-3,5%) pour des montants respectifs de 78,8 milliards de FCFA et 68,7 milliards de FCFA. La Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), une composante des "taxes sur les biens et services" augmente de 21,0% et s'établit à 130,6 milliards de FCFA.

Les recouvrements fiscaux du Commissariat des impôts (CI) ont atteint 139,0 milliards de FCFA, en augmentation de 5,9% par rapport à fin septembre 2013 et représentent 76,0% des prévisions annuelles. Cette performance au niveau des impôts indirects s'explique entre autres par : le renforcement des services de recouvrement ; la bonne coordination entre les services d'assiettes et ceux des recouvrements ; la vulgarisation des lois de finances ; les efforts accrus de sensibilisation.

Les contributions indirectes liquidées par le Commissariat des douanes et droits indirects (CDDI) sont en recul de 5,4% par rapport à fin septembre 2013 et se chiffrent à 164,4 milliards de FCFA, soit 49,6% des prévisions annuelles. Cette contre-performance du Commissariat des Douanes et Droits Indirects s'ex-



Adji Otèth Ayassor, ministre de l'Economie et des Finances

plique fondamentalement par : le retard dans la mise en place des organes de l'Office Togolais des Recettes ainsi que les perturbations liées au redéploiement du personnel ; l'augmentation des prix des produits pétroliers qui a entraîné la baisse des ventes à la pompe et la prolifération des produits de contrebande et par conséquent la chute des droits et taxes de douanes encaissés sur ces produits; la renonciation à une partie des droits et taxes sur quatorze (14) produits de grande consommation. Cette mesure prise pour atténuer les effets de la nouvelle structure de prix des produits pétroliers va entraîner une perte de recette estimée à 63,2 milliards de FCFA.

Au titre des neuf premiers mois de l'année 2014, les recettes non fiscales s'élevèrent à 22,0 milliards de FCFA contre 29,0 milliards de FCFA douze mois plus tôt. A fin septembre 2014, les dons mobilisés s'élevèrent à 21,6 milliards de FCFA contre 14,6 milliards de FCFA à fin septembre 2013. 2.2.2.2 Dépenses et prêts nets Les dépenses totales de l'Etat enregistrées à la fin des trois premiers trimestres de l'année 2014 s'élevèrent à 422,7 milliards de FCFA, en progression de 0,8% par rapport aux neuf premiers mois de 2013. Les dépenses courantes s'établissent à 307,8 milliards de FCFA, en baisse de 3,1% par rapport à fin septembre 2013. Cette évolution s'explique par la régression de 24,1% des "transferts et subventions" qui s'établissent à 76,4 milliards de FCFA. Les intérêts dus au titre de la dette

publique se chiffrent à 22,4 milliards de FCFA contre 16,4 milliards de FCFA à fin septembre 2013. Les dépenses d'investissement à fin septembre 2014 s'établissent à 114,8 milliards de FCFA, en augmentation de 14,1% par rapport à la même période de l'année précédente.

Cet accroissement est porté aussi bien par les dépenses en capital sur financement interne et externe qui ont progressé respectivement de 22,2% et 3,8%. 2.2.2.3 Soldes et financement Le "solde global hors dons base ordonnancements" et le "solde global base caisse" (dons inclus) sont respectivement de -97,3 milliards de FCFA et -94,1 milliards de FCFA contre respectivement -85,3 milliards de FCFA et -83,0 milliards de FCFA à fin septembre 2013.

Le financement intérieur et le financement extérieur sont évalués respectivement à 72,3 milliards de FCFA et 11,7 milliards de FCFA contre respectivement 80,6 milliards de FCFA et 20,2 milliards de FCFA un an plus tôt. 2.2.3 Estimations de la balance des paiements 2013 La balance des paiements du Togo enregistrerait en 2013, un solde excédentaire de 33,8 milliards de FCFA résultant d'un déficit courant de 181,4 milliards de FCFA, d'un excédent du compte de capital de 114,0 milliards de FCFA et d'un niveau de -101,2 milliards de FCFA du compte financier.

Dette publique

L'encours de la dette publique

Développement/ secteur informel :

La DOSI sensibilise les commerçants des marchés de Lomé



Mme Ingrid Awadé prononçant son discours

La DOSI (Délégation à l'Organisation du Secteur Informel) a rencontré les femmes du marché d'Adawlato de Lomé à la chambre du commerce et d'industrie du Togo ce 02 mars 2015, cette action s'inscrit dans la série de rencontre que prévoit cette organisation pendant deux semaines sur le territoire national qui va commencer du 02 au 19 mars 2015.

L'objectif est de présenter, faire connaître davantage la DOSI aux commerçants d'Adawlato, et d'échanger avec eux par rapport à certains de leurs préoccupations, les aider à bien s'organiser pour quitter l'informel.

totale (intérieure et extérieure) est passé de 914,1 milliards de FCFA à fin décembre 2013 à 1.004,2 milliards de FCFA à fin septembre 2014 enregistrant une hausse de 9,9%. Au terme des neuf premiers mois de 2014, l'encours de la dette extérieure totale se chiffre à 436,0 milliards de FCFA, en progression de 78,6 milliards de FCFA par rapport à fin décembre 2013, soit une augmentation de 22,0%. Cette hausse s'explique par l'effet combiné des paiements, des tirages et la fluctuation des principales devises de libellé des prêts.

L'encours de la dette intérieure, à fin septembre 2014, s'élève à 568,2 milliards de FCFA contre 556,7 milliards de FCFA à fin décembre 2013, soit une hausse de 2,1%. Cette hausse est due à l'effet combiné des remboursements des arriérés de la dette sociale et du passif de l'Etat (FER, OTP, IFG, SOTOCO), le paiement des allocations DTS et l'émission des emprunts obligataires.

Les perspectives de croissance à court et à moyen termes du Togo

Les atouts du Togo. Les infrastructures portuaires Le Port Autonome de Lomé (PAL), unique port en eau profonde de l'Afrique de l'Ouest, est une porte d'entrée pour les pays sans littoral de la sous région ouest africaine avec l'augmentation de sa capacité d'accueil. Il a une capacité de traiter un trafic de plus de 7 millions de tonnes par an et dispose également d'une bonne capacité d'agrandissement. Un troisième quai est en construction. Dans le cadre de la libéralisation des activités de manutention, quatre (4) licences ont été accordées à des entreprises privées.

La zone franche de Lomé, créée en 1989 a accueilli des entreprises qui opèrent dans les domaines ci-après : cheveux synthétiques (3 entreprises Sud Coréennes), West African Cement (WACEM) dans la production de ciment et de clinker, transformation de produits agricoles, assemblage de motocyclettes, fabrication de produits pharmaceutiques et de prothèses dentaires, horticulture.

Plusieurs institutions de la république étaient présentes à cette rencontre comme la FNFI, le CAMEG, l'INAM et l'EPAM qui dirige les marchés du Togo.

Pour Mme Ingrid Awadé DG de la DOSI à l'initiative de cette rencontre, " les femmes doivent savoir comment bénéficier d'une assurance maladie, comment bénéficier des financements de la FNFI, savoir qu'elles ont droit à une retraite "

Les responsables de chacune de ces institutions précitées ont présenté leur institution et ont brièvement parlé des produits que chaque institution met à la disposition de ces femmes.

Dodo ABALO

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION: TOUS LES RÉSULTATS DU 1ER TOUR RETOUR DES PRÉLIMINAIRES

CE WEEK-END se sont disputés les match retour du 1er tour des préliminaires de la Coupe de la Confédération de la CAF (Confédération africaine de football).

A noter les exploits de l'AS Togo Port du Togo qui est allé faire match nul 3-3 au Congo devant CARA après sa victoire 2-0 à Lomé. Elect Sport du Tchad sort Bidvest Wits d'Afrique du Sud, Sahel du Niger élimine Mouloudia d'Algérie.

A noter également les qualifications de Mounana du Gabon, Hearts of Oak du Ghana, Olympique Ngor du Sénégal, etc.

Résultats

Platinum (ZIM) - Sofapaka



(KEN) 2-1 (2-1)
Dedebit (ETH) - Côte d'Or (SEY)
2-0 (3-2)

Elect Sport (CHA) - Al-Ittihad

(LBA) 0-1 (1-6)

Elgeco Plus (MAD) - Revenue Authority (UGA) 0-1 (2-3)

Royal Leopards (SWZ) - Wits (RSA) 3-0 (7-6p) (0-3)

MK Etanchéité (COD) - Etoile (CGO) 1-1 (2-1)

BDF XI (BOT) - Young Africans (TAN) 2-1 (0-2)

Police (BEN) - Hearts of Oak (GHA) 0-0 (0-1)

Warri Wolves (NGR) - RC Bobo (BUR) 3-0 (1-0)

Sahel (NIG) - Mouloudia Alger (ALG) 2-0 (0-0)

Onze Créateurs (MLI) - Renaissance Berkane (MAR) 1-0 (1-2)

Olympique Ngor (SEN) - Unisport Haut Nkam (CMR) 3-1

(0-1)

Petro Atletico (ANG) - Volcan Moroni (COM) 4-0 (1-0)

Dolphins (NGR) - Leones Vegetarianos (GEQ) 1-0 (5-3p) (0-1)

CARA (CGO) - Port (TOG) 3-3 (0-2)

Petrojet (EGY) - Al-Ghazal (SSD) 6-1 (1-0)

Rayon Sports (RWA) - Panthère Ndé (CMR) 1-0 (1-0)

Power Dynamos (ZAM) - Al-Khartoum (SUD) 2-0 (0-1)

Le Messenger Ngozi (BDI) - Benfica Luanda (ANG) 0-1 (0-2)

Ferrovioario Beira (MOZ) - Petite Rivière Noire (MRI) 5-2 (2-1)

Polisi (ZAN) - Mounana (GAB) 1-3 (0-5).

Bana Tchanilé, coach Sémassi :

"Nous n'avons pas convaincu mais nous avons vaincu"

Simon Alain, coach adjoint de Sony Ela Nguema

" Je suis tellement déçu par les arbitres. Mais pour le jeu produit par les deux équipes, c'est extraordinaire mais les arbitres ont faussé le match. Nous sommes une équipe actuellement en reconstruction. L'équipe est encore un peu jeune et il y a eu une petite naïveté à la fin du match.

Avant match aller, nous avons mené de prendre le but d'égalisation en fin de match. Ainsi, nous, on se disait de venir faire mieux à Lomé. Mais déjà avant notre arrivée, il y a des médias qui se disaient que nous on devait prendre 4 buts à 0 comme en 1980. Le football a tellement évolué. Mais le meilleur a gagné.

Toutes les fautes de l'équipe adverse étaient toujours à l'entrée de la surface de réparation alors que

nous c'est en milieu de terrain. Ce qui ne nous permet pas d'organiser le jeu. Toutefois, il faut reconnaître que Sémassi est une très bonne équipe. Nous avons eu aussi un autre problème, c'est que ce match est notre deuxième match depuis plus de sept mois de suspension du championnat. Aussi, nous avons eu six absences qui nous ont coûté chères "

Bana Tchanilé, coach Sémassi

" Sur le plan animation, on savait que l'adversaire allait avoir le dessus. Parce que, il faut connaître ses forces et ses faiblesses et utiliser sa force pour contenir l'adversaire et améliorer ses faiblesses pour aussi le contenir. Mais consciencieusement, l'équipe de Malabo est bien en place. C'est une équipe qui joue régulièrement sur de très bonnes pelouses. Donc cette équipe a la possibilité de soutenir la



Tchanilé Bana au micro

balle, d'être plus technique que notre équipe qui n'a pas l'habitude de jouer sur du gazon synthétique.

Néanmoins, nous avons quand même pu défendre l'avantage que nous avons eu à Malabo et en fin de compte, nous avons gagné le match. Certes, nous n'avons pas convaincu mais nous avons vaincu.

Nous sommes en éliminatoires,

nous ne sommes pas en championnat où il faut bien jouer et gagner ses matches et à la fin du championnat avoir la meilleure équipe. Ici, nous sommes en coupe, nous sommes en éliminatoires directes où il faut uniquement gagner pour être présent dans le futur "

Source : africatosports.com

Libre opinion :

La malédiction des oppositions africaines

Suite de la page 2

Joseph Kabila ligoté, contre rançon!

Au Congo -Brazzaville, le Président Denis Sassou Nguesso ne veut pas lâcher le pouvoir et son parti veut le voir rempiler après ses deux mandats ! Du côté de l'opposition, rien de sensé à se mettre sous la dent... Il n'y a rien à se mettre sous la dent de cette rive du Congo, comme de l'autre rive mobutu-sée...

Prenez enfin le Togo, mon pays...

Depuis le début de la démocratisation de notre pays, le Togo a connu des fortunes diverses. L'objectif premier était de mettre fin à la dictature du général Eyadema. Conférence nationale, gouvernement de transition, tout alla bien jusqu'en 1993, malgré les coups de forces répétées des éléments incontrôlés de l'Armée ! En 1993, devait se dérouler la présidentielle, et l'opposition, une fois, devait se ranger derrière EDEM KODJO, qui, de tous les opposants, était le joker non seulement compétent, mais conciliant et toléré par le Gal Gnassingbé ! C'était celui qui pouvait battre Eyadema, sans que le pays ne bascule dans la violence et le chaos ! Tous

les sondages le donnaient gagnant, face au général EYADEMA. Mais, à trois jours du scrutin, EDEM KODJO, sous la pression combinée des autres membres de l'opposition, se retira, la mort dans l'âme, de l'élection !

Après plusieurs négociations, dialogues, médiations, les législatives sont organisées, et fait unique dans les annales politiques du Togo, deux partis, le CAR, de Me AGBOYIBO (36 députés) et l'UTD (6 députés) de Mr EDEM KODJO obtinrent la majorité absolue, des 81 sièges du Parlement d'alors, mais s'entre-déchirèrent et remirent l'intégralité du pouvoir au RPT du Général EYADEMA !

Puis, l'opposition commit la plus grosse bêtise de son histoire peu reluisante, en boycottant les législatives de 1999 ! Le Parlement devint monocouleur RPT, et le parti au pouvoir attendit le 31 décembre 2002, pour modifier légalement la Constitution du 14 octobre 1992, qui avait institué un scrutin présidentiel et législatif à deux tours et une limitation des mandats présidentiels à deux ! Il faut préciser qu'Eyadema avait remporté les deux scrutins pré-

sidentiels de 1993 et 1998, à cause des boycotts par-ci, des coups bas par-là de l'opposition elle-même !

Puis, c'est le séisme inattendu : Eyadema mourut le 5 février 2005, mais le démon qui menait la danse dans l'opposition redoubla d'ardeur, et c'est BOB AKITANI, un mourant, de presque 80 ans, que toute l'opposition choisit pour affronter Faure Gnassingbé, un jeune de 39 ans... Le drame arriva, avec au moins 500 morts, quand le jeune Faure Gnassingbé fut déclaré élu !...

Les choses s'arrangèrent grâce aux dialogues, aux médiations, aux accords, et à l'élection présidentielle de 2010, le scrutin fut transparent, mais l'opposition alla encore en rangs dispersés, et laissa encore la victoire à Faure Gnassingbé. C'est alors qu'on vit le plaisantin Jean-Pierre Fabre, qui a divorcé de son mentor Gilchrist Olympio, revendiquer la victoire, contre l'arrêt définitif de la Cour Constitutionnelle... Il marcha près de 5 ans, de Kondjindji à la plage, et créa le FRAC, le CST (avec un autre plaisantin, l'avocat ZEUS AJAVON), puis aujourd'hui CAP 2025 ! Manifestations de rues, sit-in, meublèrent leurs temps libres,

jusqu'à ce que l'opposition soit laminée aux législatives du 25 juillet 2013, avec seulement 29 députés, contre 62, pour le parti au pouvoir, qui s'est transformé en UNION POUR LA REPUBLIQUE (UNIR)...

Faisant semblant d'ignorer que le mandat présidentiel n'est plus limité à deux au Togo, l'opposition, bouche bée, assista à l'intronisation de Faure Gnassingbé comme candidat de UNIR pour la présidentielle du 15 avril 2015, à Kara, le 25 février, au cours d'une cérémonie digne des grands shows de Hollywood !

Divisée, déchiquetée même, déboussolée, désabusée, meurtrie, cette opposition va assister à une victoire écrasante du candidat UNIR, comme l'annonce tous les sondages... mais elle ne peut que s'en prendre à elle-même... Les rideaux sont tombés et rendez-vous en... 2020 !

Espérons que d'ici là, la malédiction qui pèse sur nous, comme sur les pays dont nous venons de parler, sera levée, et que Dieu aura pitié de nous tous...

Dr David IHOUE, Consultant en Géopolitique et stratégie sécuritaire...

Zozo

DIDIER DROGBA: SON FILS VEUT JOUER POUR L'ANGLETERRE



Didier Drogha et son fils Isaac (à g)

C'est Didier Drogha qui révèle l'information. Alors qu'il est une icône au pays des Eléphants, son fils pourrait ne pas perpétuer la tradition. Dans un entretien au journal Sports Illustrated, l'attaquant de Chelsea rapporte une discussion entre lui et son fils Isaac.

" Mon fils jouait pour Chelsea et je lui ai demandé pour quel pays aimerais tu jouer. Il a la nationalité française mais il a dit qu'il n'aimerait pas jouer pour la Côte d'Ivoire ni pour la France mais pour l'Angleterre ", a déclaré Drogha, 37 ans. Isaac Drogha, 16 ans, joue pour les équipes de jeunes de Chelsea.

" Même quand j'étais en Chine, j'ai demandé à mes enfants s'ils voulaient venir résider avec moi, ils ont juste dit qu'ils viendraient me voir en vacances ", a ajouté Drogha vainqueur dimanche de la League cup avec Chelsea. Visiblement, les enfants Drogha adorent l'Angleterre.

CAN U17: LE MALI CHAMPION !



Le Mali s'est adjugé dimanche la 11^e édition de la CAN U17 de la CAF (Confédération africaine de football). Les Aiglons se sont imposés 2-0 devant l'Afrique du Sud. C'est la première fois que le Mali se hisse sur la plus haute marche du podium dans la compétition après sa 2^e place en 1997.

Dans cette finale très disputée, il faut attendre la seconde période de jeu pour débloquer les compteurs. Siaka Bagayoko ouvre le score à la 67^e minute. Derrière, les Amajimbo d'Afrique du Sud tentent de recoller au score mais les tentatives d'Eric Mayo et Luvuyo Mkatshana n'inquiètent pas Alou Traoré, le goal du Mali. A 10 minutes, du terme du match, Aly Malle (homme du match) se défait de deux défenseurs en enfonçant le clou.

Le Mali savoure son sacre. Un peu plus tôt, la Guinée a décroché la médaille de bronze après le succès 3-1 devant le Nigéria en match comptant pour la 3^e place.

En octobre prochain, au Chili, ces 4 équipes défendront les couleurs de l'Afrique à la Coupe du monde U17.

LE WEEK-END DES AFRICAINS D'EUROPE

Riche en buts décisifs, le week-end des Africains a été marqué par des images fortes : le masque de Batman enfilé par Pierre-Emerick Aubameyang, la dédicace de Papiss Cissé à son coéquipier Jonas Gutiérrez, remis d'un cancer, la première confrontation entre les frères Touré ou encore le duel entre Eric Bailly et Cristiano Ronaldo.

Pierre-Emerick Aubameyang (Borussia Dortmund) : Mais où s'arrêtera le Gabonais ? Déjà buteur lors des trois derniers matches, la Panthère a débloqué la situation dans le derby de la Ruhr contre Schalke 04 (3-0) après 28 tirs infructueux du BvB. Dix buts en Bundesliga, cela valait bien une célébration façon Batman et Robin.

Salomon Kalou (Hertha Berlin) : Muet depuis début décembre et mis à l'amende après son retour tardif de la CAN, l'Ivoirien a retrouvé le chemin du but samedi en marquant le seul but du match contre Augsburg (1-0) à la 89^e. Un but qui vaut cher puisqu'il permet au Hertha de quitter la zone de relégation...

Nos remerciements aux agences savoirnews, republicoftogo et afreepress pour leur collaboration



NUPTIA / EVENEMENT-CIEL

- Prestation de service Événementiel
- Vente d'articles de mariage

- Décoration et vente d'articles de décoration
- Location et décoration de voiture

BP : 1335, Bd de la Kara (Lomé - TOGO) • Tél : 22 21 37 10 / 22 39 56 92
A côté de la Pharmacie Campus



MYRTILLE

Restaurant- Bar -Pizzeria

Spécialités africaines et européennes
Service traiteur et livraison à domicile

Duvert tous les jours ouvrables de 09h à 22h
et jusqu'à 1h du matin les jours fériés et vendredi, samedi.



Tél: +228 92 95 68 Email: myrtille.azimut@gmail.com

Adresse: En face de l'entrée principale du CHU Sylvanus Olympio